

Positions politiques

PAR FRANÇOIS GOGUEL

LA politique n'a pas tenu autant de place dans la pensée de Mounier que la philosophie, ni dans sa vie que le christianisme. On peut définir un Mounier philosophe, un Mounier chrétien : il n'y a peut-être pas eu, au même sens, un Mounier politique. Là n'était pas sa vocation essentielle. L'attitude qu'il eut devant la politique importe cependant beaucoup pour comprendre ce que furent, non seulement son œuvre, mais sa personne. Il y eut en effet, au sens plein du terme, un Mounier citoyen. Peu d'années après la fondation d'*Esprit*, il a commencé de joindre à ses réflexions sur les grands problèmes de civilisation, posés à échéance lointaine, des jugements sur les événements d'actualité. L'évolution même de sa pensée pourrait être en certains points mal comprise, si l'on n'essayait de mesurer quelle nourriture lui apportèrent les événements de la politique.

Les pages qui suivent ne prétendent pas épuiser le sujet. Je me propose simplement, après avoir relu les plus importantes des études consacrées par Mounier à la politique dans *Esprit* de 1932 à 1950, et rassemblé le souvenir des multiples entretiens que nous eûmes à ce sujet depuis 1933, de tracer les traits essentiels de ses positions devant la politique.

Les positions politiques exprimées par Mounier dans ses grands articles des premiers numéros d'*Esprit* : *Refaire la Renaissance*, *Confession pour nous autres chrétiens*, ne comportent pas de référence précise aux événements des années 1932 et 1933. Elles définissent une attitude de pensée et d'action devant la crise de la civilisation occidentale, dont Mounier avait pris conscience avant même que les répercussions

FRANÇOIS GOGUEL

de la grande dépression économique des années 30 en eussent fait entrevoir l'existence à l'opinion.

Quels sont les axes essentiels de ces positions de principe, que l'on retrouve, inchangées pour l'essentiel, quoique élargies et précisées, dans les écrits de ses dernières années¹ ?

Le premier, le plus important, c'est la volonté de désolidariser le spirituel, non seulement du réactionnaire, auquel le XIX^e siècle l'avait abusivement lié, mais, plus largement, du politique, indépendamment de toute orientation partisane. Le second, c'est l'anticapitalisme. Le troisième, plus proprement politique, c'est la conscience de ce qu'il y a de formel, d'incomplet et donc de vain dans les institutions de la démocratie libérale instaurée par et pour la bourgeoisie, et l'appel à son dépassement par la création révolutionnaire d'une démocratie plus authentique, organisée à tous les plans de la vie collective, et plus seulement à celui de l'État traditionnel.

Désolidariser le spirituel du politique. C'est ici le point de jonction entre les positions politiques de Mounier et sa pensée philosophique, sa certitude et sa vie chrétiennes. *Rupture entre l'ordre chrétien et le désordre établi* : le titre du numéro d'*Esprit* de mars 1933, qui contient la *Confession pour nous autres chrétiens*, indique bien que nous sommes ici au centre même, à la source de la pensée de Mounier, là d'où partiront les divers courants dont cette commune origine fera l'unité.

« Droite, gauche », constate Mounier dans *Refaire la Renaissance*, en tête du premier numéro d'*Esprit*, « il faudra écrire l'histoire de cette comptabilité universelle, et montrer à l'œuvre une opinion diffuse contraignant dans cette double colonne toutes les valeurs spirituelles ;... la même opinion commune se résume dans une vision suffisamment imprécise et sommaire pour prendre l'allure d'une loi historique : l'identification du spirituel et du réactionnaire... Ce serait assez bien nous définir, politiquement parlant, que nous considérer comme ceux qui ont senti leur instinct essentiel déchiré par ce malentendu. Tout l'effort de notre psychologie politique doit être employé à le briser, à rétablir l'esprit, par-delà les mensonges des uns et les préjugés des autres, dans sa véritable gravité. Le malentendu s'est aggravé dans les mœurs et dans les cœurs à mesure que la passion des classes déchirait la tunique sans couture pour en couvrir ses hontes... Cette première tâche est donc claire :

1. En particulier dans *Qu'est-ce que le personnalisme ?* Editions du Seuil, 1946.

POSITIONS POLITIQUES

dissocier le spirituel d'avec le politique, et plus spécialement puisqu'il a surtout péché de ce côté-là, d'avec cette irréalité provisoire qu'on appelle la droite... (Mais) nous n'aurons pas la naïveté, par réaction et défiance, de créer un contre-bloc avec tout ce qu'on a estampillé à gauche. »

Ces dernières lignes sont capitales : c'est bien du politique tout entier, et pas seulement de la droite, que Mounier entend dissocier le spirituel. Il s'opposera toujours à ce qu'on tente par compensation de l'associer avec la gauche. Ce sera l'une des constantes maîtresses de son action politique que la lutte contre ceux qui prétendent engager et confondre le spirituel dans le temporel, au lieu de les distinguer en les hiérarchisant, que ce soit à droite avec *l'Action Française*, *l'Echo de Paris* et le général de Castelnau, ou à gauche, comme l'auteur du petit livre *Socialistes parce que chrétiens*¹, comme les animateurs de la revue *Terre nouvelle* (dont la couverture s'ornait d'une vignette où la faucille et le marteau étaient placés sur la croix)² ou plus près de nous, comme l'Union des chrétiens progressistes³.

Y-a-t-il une politique chrétienne ? se demandait Mounier en juin 1934 : et sa réponse était négative. « Par quels moyens réaliser une politique chrétienne authentique ? Certains regrettent un parti qui l'incarnerait officiellement. Hélas ! l'expérience a prouvé que ces partis confessionnels avaient pour principal résultat d'attirer l'attention, de détourner les énergies, et de fixer des cœurs satisfaits sur cette « projection sociologique » de la religion qui est sa constante menace intérieure... Des principes chrétiens aux jugements historiques portés sur les conditions, les moyens et les buts de l'action, il y a souvent un hiatus. Or seuls ces jugements peuvent faire démarrer une action... Unir pour une action politique commune d'aussi disparates adhésions, une fois même l'accord de principe réalisé, par exemple sur une Encyclique, ne peut se faire que sur le plan d'un vague moralisme, étranger à la matière du monde comme aux vigueurs de l'Esprit... Une action concertée de chrétiens dans le temporel politique n'aura donc d'efficace que par un engagement temporel greffé sur un ensemble de jugements historiques et pratiques déterminés. Peut-être réunira-t-on ainsi une minorité de chrétiens. Unis aux autres dans la communion surnaturelle, ils n'en seront pas moins séparés dans leur

1. Critiqué par Mounier dans *Esprit* en juin 1933.

2. *Chrétiens révolutionnaires*, *Esprit* juin 1935.

3. *Esprit* : juillet 1947, janvier 1948 novembre 1948, avril 1949.

FRANÇOIS GOGUEL

politique. Ils l'auront choisie *pour des mobiles chrétiens*, la croyant plus accordée à la justice, mais *par des raisons personnelles*, qui n'engagent pas le christianisme... Ils auront mordu sur l'histoire, au lieu de faire des prêches à l'histoire. »

La distinction du spirituel et du temporel, leur hiérarchie, sont ainsi fortement affirmées. « Notre action politique est l'organe de notre action spirituelle... Le politique peut être urgent, il est subordonné », écrivait Mounier dès octobre 1932. Subordonnée aux principes spirituels, l'action politique est également conditionnée par des jugements historiques, donc temporels. Pas de péril plus grave que la confusion des uns et des autres. C'est pour l'avoir si fortement établi que Mounier a exercé ce qui a sans doute été son action politique essentielle : il a libéré les jeunes chrétiens de la solidarité dont leurs pères, s'étaient laissé embarrasser entre politique et religion, il leur a permis d'être guidés politiquement, *pour des mobiles chrétiens* sans doute, *par des raisons personnelles*, et de rallier ainsi des formations dont d'autres membres pouvaient n'être pas chrétiens ; il a levé l'hypothèque de la constitution d'un parti clos, recruté exclusivement entre chrétiens, à laquelle tendait l'action, par ailleurs si noble, d'un Marc Sangnier.

Ce n'est pas tout de dissocier le spirituel du temporel dans lequel il s'embourbe : encore faut-il assurer sa présence au monde. Nous entrons ici dans le domaine des jugements sur l'histoire qui informent nécessairement toute action politique. « Nous sommes, écrit Mounier en mars 1933, à un point de bascule de l'histoire. Une civilisation s'incline, une autre se lève... ; il y a une sorte de biologie de l'histoire : des êtres naissent, meurent, d'autres viennent... Or une civilisation est une chose de la terre. Elle incarne des valeurs spirituelles... mais elle les incarne *hic et nunc*, suivant des analogies variées. Elle n'entraîne pas l'éternel dans ses tentatives, et laisse intactes après elle les forces de résurrection... Nous sommes dans une de ces époques, crucifiantes pour ceux qui la vivent, mais vraiment divines, où la lettre est à départager de l'esprit, chaque valeur éternelle à reprendre dans sa pureté, pour assurer, sans précipitation, son entrée dans une nouvelle chair : comme ces peintures précieuses qu'on transporte d'une toile sur une autre. »

Ces valeurs compromises par l'agonie de la civilisation, qui les a mensongèrement liées à certains de ses aspects les plus contestables, ce n'est donc pas seulement de les en dissocier qu'il s'agit ; il faut préparer leur réincarnation dans la civilisation qui vient. Et nous sommes entraînés plus avant encore

POSITIONS POLITIQUES

dans l'ordre des jugements fondamentaux de la pensée politique de Mounier.

L'anticapitalisme d'abord : il apparaît, en termes encore un peu confus, dès octobre 1932. « On ne possède que ce que l'on donne. Cette vérité de notre nature, nous avons pu en faire une métaphysique de la personne... elle est en même temps la métaphysique non contradictoire du *collectivisme auquel aspire notre temps*, que nous devons aider et rectifier de toutes nos forces, en lui indiquant sa direction humaine... La notion métaphysique d'organisme et de hiérarchie n'est nullement liée aux réalités politiques de classe et d'oppression. Les classes sont nées de la liberté non réglée, elles disparaîtront quand s'affirmera assez forte une hiérarchie des hommes et des valeurs fondée sur un concert de fonctions et de dévouements au sein de vocations librement affirmée. » Et deux mois plus tard : « La crise agricole, la faillite des États, la démission du capitalisme sont pour demain. La misère étend son ombre sur des millions d'hommes. Un jour proche, il faudra faire face à tout... Il y a une réalité capitaliste actuelle : nous ne cesserons de la dénoncer inlassablement à ceux qui l'ignorent encore. » Sans cesse, en effet, le réquisitoire de Mounier contre le capitalisme, contre le « monde de l'Argent » se fera plus pressant, jusqu'à ces formules parfaitement nettes de *Qu'est-ce que le personnalisme ?* « Le personnalisme considère que les structures du capitalisme se dressent aujourd'hui en travers du mouvement de libération de l'homme, et qu'elles doivent être détruites au profit d'une organisation socialiste de la production et de la consommation. »

Quant à la démocratie bourgeoise de l'individualisme libéral, Mounier en viendra à admettre qu'elle a pu « à un moment de l'histoire, s'identifier avec le destin des valeurs personnelles » ; que « la vision libérale de la bonne époque et le juridisme vivant de 89 » sont « aussi imprégnés de personnalisme que la critique marxiste de l'aliénation et la vie du mouvement ouvrier »¹. Il reconnaîtra que « le système libéral pour ceux qui en jouissaient (pour ceux-là seuls) assurait dans ses meilleures réussites, comme le parlementarisme anglais, un certain type de réalisation des valeurs personnalistes ».

Mais à l'origine, il insiste exclusivement sur le caractère incomplet de la « liberté des libéraux », sur l'abstraction mortelle de l'individualisme, sur la contradiction fondamentale entre l'esprit bourgeois et le christianisme : « La bourgeoisie est

1. *Qu'est-ce que le personnalisme ?* p. 27 et 43.

FRANÇOIS GOGUEL

née contre l'esprit chrétien, au xvi^e siècle, de la morale des commerçants et financiers hollandais ou florentins. Elle a trouvé sa métaphysique naturelle dans le voltairianisme. »

Contre la société individualiste, Mounier veut construire une cité communautaire ; contre la démocratie exclusivement politique, il en appelle à une démocratie organique et totale qui vivifiera aussi bien l'économique et le social que l'étatique ; contre la démocratie colonialiste, il proteste, dès octobre 1932, qu'il n'est pas admissible que « les avions de la civilisation bombardent des villages en Indochine ».

Et c'est à la révolution qu'il fait appel pour transformer — les termes ne sont pas encore sous sa plume en 1932, mais c'est bien de cela qu'il s'agit — la démocratie formelle en démocratie authentique.

Révolution : terme ambigu. Il le souligne dès le début : « Dans son premier sens, il désigne simplement une vigilance, un éveil ; dans le deuxième, il implique condamnation d'une certaine forme de « révolution », consubstantielle au monde moderne dont il s'agit, qui est moins rupture que poursuite d'un processus commencé, sans changement de ligne » (octobre 1932). Il le répétera dans son dernier livre¹. Mais terme auquel il tient, tout en souhaitant qu'on le débarrasse d'une imagerie d'Épinal d'émeutes et de violences qui le charge à l'excès de craintes et de ressentiments. Non sans optimisme, il écrira en 1946 que « la technique des révolutions s'affine de jour en jour » et qu'« il doit être possible d'opérer l'Europe du xx^e siècle sans la défigurer ». En mars 1938, il précisait déjà : « Si être révolutionnaire, c'est se refuser à toute réalité historique, à toute vérité, à toute communion humaine qui ne soit pas entièrement fabriquée de nos mains, si c'est imaginer que l'on puisse construire en dehors des traditions nationales quelque équation affranchie de leurs constantes, si c'est encore céder à ces idéologies autoritaires qui ne se résolvent qu'en révolution ou en réaction violentes — nous admettons volontiers, à cette échelle, qu'on nous appelle « réformistes ». Ce soi-disant réformisme n'est pas séparable de notre volonté révolutionnaire enracinée dans le plan spirituel, la seule qui, étant essentiellement positive, peut porter des fruits positifs ».

Mais jamais, ces mises au point acquises, il ne désavouera

1. *Le Personnalisme*, p. 115 : « Ce mot doit être dépouillé de toute facilité, mais non pas de toute pointe... une révolution est toujours une crise morbide, et n'apporte point de solution automatique. »

POSITIONS POLITIQUES

sa réponse de mai 1933 aux réserves de Robert Garric et aux critiques de François Mauriac sur l'emploi fait à *Esprit* du mot « Révolution ». « Si la révolution ne se fait pas, par eux ou sans eux, il n'importe, si elle ne vient pas, qu'auront-ils fait de leur vie ? » avait demandé Garric. Et Mauriac ironisait sur « ce mot révolution, dont ils ont plein la bouche ». « Il reste ceci » — répondit Mounier, après avoir dénoncé l'obstacle élevé par la bourgeoisie contre la prise de conscience des réalités de notre époque, et réfuté le sophisme impliqué dans le reproche de prêter la main à une révolution communiste — « Il reste ceci : Si la révolution ne se fait pas ? Hypothèse saugrenue, certes, pour tout homme averti du spectacle du monde. Mais soit. Il ne s'agit pas de ce qui se fait, mais de ce qui *doit se faire*. Une révolution doit-elle se faire ? Oui, elle est notre exigence spirituelle profonde. Donc préparons-la, même si le malade résiste, même si demain le vieux monde doit trouver l'herbe magique pour prolonger d'un siècle son agonie. Mais alors nous n'aurions pas perdu notre œuvre, car pour ce qui ne réussit pas, il reste de témoigner. Une vie n'est pas brisée, qui a porté un grand témoignage. Nous savons la fragilité de nos forces et du succès : mais nous savons aussi la grandeur de notre témoignage. C'est pourquoi nous poussons sans trouble notre tâche dans la certitude de notre jeunesse. »

Dix-huit mois après la publication du premier numéro d'*Esprit* le caractère prérévolutionnaire grandissant de l'évolution politique en France et en Europe devait conduire Mounier à compléter ses recherches doctrinales à longue échéance par des prises de position sur les événements d'actualité. Il allait révéler en ce domaine, nouveau pour lui, et auquel rien ne semblait l'avoir préparé, une maîtrise incomparable et une sûreté de jugement à peu près constante. Cela, non seulement dans l'analyse des situations, mais dans les options auxquelles il ne s'est jamais dérobé chaque fois que l'événement y contraignait quiconque voulait agir en citoyen. De la valeur de ces choix, il n'était pas sans tirer quelque fierté : « Du jour, écrivait-il en 1946¹ où nous avons engagé le pied dans les situations et les problèmes de notre temps, les pentes de l'époque allaient nous entraîner vers des carrefours que nous n'avions pas fixés, et là, nous obliger à des options incompatibles avec la solitude des

1, *Qu'est-ce que le personnalisme ?* p. 24.

FRANÇOIS GOGUEL

positions « pures ». A chaque coup nous avons choisi, au lieu de biaiser. Jamais notre choix n'eut cette allure héroïque et cet automatisme satisfait qui semblent, à en croire leurs propos, si communs chez nos contemporains. Parfois, l'instinct décide sans hésitation, mais, longtemps après, l'intelligence se débattait, et les pensées déchirées faisaient sentir leurs cicatrices. Six février, la guerre d'Espagne, le Front populaire, Munich, Vichy. Il y avait toujours assez de bonnes raisons chez l'adversaire, de sottise et de bassesse chez l'allié, pour risquer d'ébranler notre choix. Plus d'un s'y essayait. Tout cela fit souvent, de ces combats, des combats douteux. Maintenant que les jeux sont faits, les malentendus levés, nous savons que nous avons chaque fois bien choisi ».

Qu'il me soit permis d'apporter ici le témoignage personnel du prix attaché au jugement de Mounier par un homme plus exclusivement engagé que lui dans l'étude de la politique quotidienne et qui sentait bien souvent lui manquer par là même la profondeur des perspectives où se nourrissait au contraire la pensée de son ami.

Le premier signe de cette nouvelle attitude de Mounier devant l'événement, c'est l'article, intitulé *La Révolution contre les Mythes*, qu'il publia en mars 1934, quelques jours après le 6 février. De tous les commentaires contemporains de ces journées d'émeute, aucun ne conserve, avec le recul du temps, autant de justesse, de force convaincante et de lucidité. « L'événement grave de ce mois d'agitation, disait Mounier, ce n'est pas le désordre visible, c'est la prolifération massive du mensonge et les menaces spirituelles qu'elle fait peser sur les révolutionnaires eux-mêmes... La révolution authentique, la révolution travailleuse des pauvres contre la révolution des parades, doit être une révolution contre les mythes. » Et de démontrer tous ceux qui proliféraient alors, en chacun des secteurs de l'opinion. Le mythe de l'honneur du parti, que prétendaient défendre les radicaux ; le mythe de la corruption de la gauche, lancé par les modérés pour détourner d'eux les colères antiparlementaires ; le mythe de Daladier, jeune chef énergique ; le mythe des bandes fascistes, inventé par la gauche, alors que le 6 février n'aurait pas pu avoir lieu s'il n'y avait eu que l'action concertée des ligues ; le mythe du peuple de Paris, propagé par la droite en réponse au précédent, mais démenti par l'ampleur des contre-manifestations du 9 et du 12 février ; le mythe de l'honnêteté d'hommes comme Laval, Tardieu, Flandin ; le mythe de la lutte contre le régime de l'argent, menée par des manifestants qui, commerçants, industriels,

POSITIONS POLITIQUES

entrepreneurs, prétendaient le combattre dans la vie publique sans y renoncer dans leur vie professionnelle ; le mythe Doumergue enfin — « non pas un homme, un sourire » — dont Mounier montrait tout de suite la vanité, que l'opinion politique même avertie mit plusieurs mois à reconnaître.

Ce n'était pas tout de rétablir la vérité contre les mensonges répandus par les partis. « Nous n'avons pas ici, continuait Mounier, à donner des consignes politiques. Mais nous avons le devoir de nous engager dans une œuvre, de donner une réponse aux hommes qui nous demandent, devant l'urgence des événements : Que faut-il que nous fassions ? » Sa réponse était claire ; « L'union sans doute : mais sur la vérité, pas sur l'erreur, la contradiction, le mensonge et l'hypocrisie... Apaiser les luttes de factions en tant que factions, d'accord... mais il nous est impossible de collaborer au mensonge de l'union sacrée pour la consolidation silencieuse du régime, et au besoin la maturation du fascisme de demain.

« Il ne nous est pas plus possible de mentir à nous-même et aux autres en nous intégrant aux camps révolutionnaires *politiques*. Deux seuls comptent, le communiste et le fasciste. Du côté communiste, où nous attirerait la présence de la misère et de la vigueur révolutionnaire, il nous faudrait assumer en plus le matérialisme et l'athéisme que nous repoussons plus essentiellement que les positions politiques. Du côté fasciste, où rien ne nous attire, il faudrait absorber un capitalisme hypocrite, plus ou moins remanié, et la politique guerrière, et la dictature médiocre des médiocres aristocraties d'intérêts.

« Impossible donc à la révolution spirituelle, sans se trahir, de s'engager aujourd'hui dans le jeu des politiques. Dans la surexcitation et la simplification actuelles des esprits, impossible d'avoir le succès rapide sans adopter ou forger à notre tour des mythes, c'est-à-dire des mensonges... Donc, voyons clair. Si la révolution est pour demain, ce ne sera pas la nôtre. Ne nous en soucions donc point, et travaillons profondément à la maturation des problèmes et des réalisations post révolutionnaires, que nous proposerons après cette révolution étrangère ou contre elle ou avec elle... Si la révolution est pour plus tard, alors ce travail en profondeur aura le temps de mûrir une force politique qui ne le trahisse pas. »

Quant aux modalités immédiates de l'action, Mounier les définissait pour conclure en quatre points : 1^o révolution contre les mythes ; 2^o lutte inexorable contre le monde de l'argent, qui est à la racine du mal. Non seulement par une opposition permanente aux institutions capitalistes : « Mais le règne de l'argent

FRANÇOIS GOGUEL

pénètre aussi nos vies, nos pensées, nos conduites, nos réflexes, et c'est dans tout le tissu de nos journées qu'il nous faut le pourchasser » ; 3^o préparation à longue échéance de la révolution spirituelle, « travail de dénonciation, de méditation doctrinale, d'élaboration technique » ; 4^o « abstention à l'égard des partis politiques, participation vigilante aux mouvements neufs que l'on croit suffisamment enracinés sur nos positions générales ».

Ces longues citations m'ont paru préférables à tout commentaire, pour bien situer la manière dont Mounier, dans cette première prise de position sur l'actualité, envisageait les modalités d'un engagement politique du personnalisme. Il faut souligner la justesse de coup d'œil qui lui faisait juger que la participation à l'action d'un parti, fût-ce avec l'intention de la transformer, comportait, pour un mouvement sociologiquement encore aussi démuni, trop de risques de déviation ou d'exploitation pour qu'il valût la peine de mener l'aventure, quelque tentation qu'en donnât l'urgence des événements.

Mais, de 1934 à 1939, cette position de départ allait progressivement se modifier. À mesure que les événements se précipiteraient, à mesure aussi que s'étendrait et se consoliderait son influence et celle d'*Esprit*, Mounier allait chercher les moyens d'une présence plus immédiate à la politique.

En avril 1934, dans une réponse à l'*Ordre nouveau*, il revient sur le mot d'ordre : « Ni droite ni gauche », implicitement formulé dans les premiers numéros de la revue. « Nous avons écrit, nous aussi, ni droite ni gauche. Nous avons suffisamment frappé à gauche, quand il le fallait. Nous pensons seulement qu'à gauche, aujourd'hui, il y a le peuple, non la masse, mais les millions d'hommes où vivent encore le plus généreusement, conscientes ou non, les valeurs que nous défendons ; qu'à gauche il y a, par la défaillance des gens de droite, exploité ou non, masqué ou non, le grand courant des réformes sociales ; que nous devons balayer, oui, l'énorme et écœurante pourriture de gauche, et tout un bazar d'idées de pacotille où l'on étouffe le cœur des simples ; mais qu'à un moment où la moitié du monde de l'argent qui a échappé à la dernière rafle, se couvre, en face de l'autre, d'une pureté usurpée, et entraîne d'aveugles et héroïques préjugés de classe dans une scission définitive avec le prolétariat, il est criminel d'encourager en quelque manière la confusion par une présence même réticente dans leur camp. »

Option fort claire contre la droite, et donc option pour la gauche — au sens large, sans doute, au plan de la mystique et

POSITIONS POLITIQUES

non de la politique — mais option tout de même, imposée par l'événement, et qui marque une modification sensible par rapport au mépris un peu hautain professé en 1932 pour « ce bavardage politique », malgré « les tendances spirituelles confuses qu'il recouvre souvent ».

Dès 1933, *Esprit* s'était séparé de la Troisième Force, le mouvement politique que Georges Izard, alors rédacteur en chef de la revue, avait lancé au moment où elle avait été créée. En décembre 1934, dans une note annonçant que la Troisième Force fusionnait en « Front Social » avec le Front commun de Bergery, Mounier précisait que beaucoup d'anciens éléments de la Troisième Force avaient décidé de maintenir entre eux « une communauté fraternelle ayant pour but de servir la personne humaine par la pensée, par la parole et par l'exemple », à l'exclusion de toute action proprement politique.

« Aujourd'hui comme hier, ajoutait-il, plus encore qu'hier peut-être, nous n'avons confiance qu'en cette dernière forme d'action, conduite par un petit nombre d'homme, sûrs dans leur foi, patients devant l'avenir, indépendants de toute formation ancienne comme des lieux communs et des mœurs politiques qui font aujourd'hui le succès... Quant au nouveau Front Social, relevant des références politiques et parlementaires habituelles, il échappe à notre ressort. »

Mais les événements continuaient à marcher. L'année 1935 voyait naître le Rassemblement populaire. Sur un autre plan, les nombreux mouvements de jeunes créés en France depuis 1930 paraissaient près de pouvoir constituer ensemble le noyau d'une formation politique nouvelle. En novembre, Mounier ouvrit dans la revue une « chronique permanente pour une troisième force », dans laquelle il donna la parole aux représentants de plusieurs de ces groupes. Mais lui-même, sous le titre *Faisons le point*, commença par préciser la portée exacte de cette initiative. Il s'agissait de chercher « quelles liaisons concrètes seraient plus ou moins prochainement réalisables », sur la base d'une attitude commune en trois domaines : métaphysique de l'homme, position sur le problème national, orientation économique. Il ne s'agissait pas, cependant « de créer un nouveau groupe sur l'échiquier politique ». D'abord, comme il l'avait dit auparavant, parce que cette troisième force n'était pas mûre, et qu'à la hâte, on en ferait quelque avorton. Mais aussi parce que « aux yeux des masses populaires, dont le sort et la collaboration nous importent essentiellement, elle ne saurait prendre que l'aspect d'une formation « jaune », dont l'avenir serait par là à tout jamais compromis. Or dans toute la mesure et dans l'exacte

FRANÇOIS GOGUEL

mesure où le Front populaire correspond à une réalité vivante, et n'est pas machination ou confusion de politiciens, il marque une première conscience par ces masses de cette troisième voie. Attendons que cette conscience se précise, travaillons-y modestement, l'interrogeant autant que l'éclairant. Mais ne constituons pas son organe avant que le vrai peuple, le plus exposé, puisse de gaieté de cœur contribuer à le forger... Acceptons largement les rapprochements humains que nous offre le Front populaire, sans nous laisser compromettre par ses positions électorales ou partisans, simplement parce que nous ne pouvons pas désertier les lieux où les opprimés mettent aujourd'hui leur confiance. »

Changement sensible, on le voit, par rapport à l'éloignement encore recommandé en 1934 à l'égard des mouvements politiques. Changement provoqué par les transformations profondes de la situation, dues justement à l'élan provoqué dans les masses par la création du Front populaire. Accord avec cet élan, méfiance pour ce que risquent d'en faire les vieux partis, volonté de présence pour contribuer à les empêcher de le détourner de sa voie, telle est en somme alors la position de Mounier. Ce qu'elle présente de neuf, Bertrand d'Astorg en peut témoigner : il fut, à la même époque, quelque peu surpris d'entendre Mounier lui conseiller d'entrer, *parce que* membre du groupe *Esprit*, au Comité Universitaire Antifasciste qui se constituait à Toulouse ; en raison des consignes d'abstention à l'égard de la politique données encore peu de mois auparavant, d'Astorg s'attendait au contraire à ce que Mounier lui recommandât la réserve devant une telle initiative.

Juin 1936. Mounier salue l'accession au pouvoir du Rassemblement populaire par un long article, d'un ton très sympathique à l'expérience qui commence, mais où pour une fois sa lucidité politique nous paraît — après coup — en défaut. Ce qu'il craint, en effet, c'est que le Rassemblement populaire ne se trouve dévié de sa ligne propre par l'action du Parti communiste. Erreur bien explicable au lendemain des élections, à un moment où l'on ne pouvait prévoir que les scrupules de Léon Blum, son souci de ne pas aller d'emblée au-delà de la charte initiale de sa majorité, devaient en quelques mois rendre aux radicaux — d'abord subjugués par le trop grand succès de ce qu'ils avaient pris pour une banale combinaison de tactique électorale — les moyens et la volonté de faire échec à l'action révolutionnaire attendue par les masses.

Au cours des mois qui suivent, *Esprit* publie bien plus fréquemment que par le passé des chroniques de politique

POSITIONS POLITIQUES

intérieure où l'action du Rassemblement populaire est analysée, expliquée, souvent critiquée, mais toujours sur un ton qui marque bien que l'on se sent, autour de Mounier, solidaire de toutes les espérances, sinon de toutes les illusions, qu'a vu naître le mois de mai 1936.

Puis il faut bien constater l'échec. En mars 1938 un numéro spécial d'*Esprit* est consacré aux *Bilan et avenir du Front populaire*. Bilan déficitaire, dont les divers aspects techniques sont définis par les collaborateurs de Mounier. Mais celui-ci pense plus à l'avenir qu'au passé. Il intitule *Et maintenant ?* la note liminaire qui présente le numéro. Il y précise la position du mouvement et de la revue à l'égard de la tentative politique qui s'achève, justifiant la sympathie qu'ils lui ont marquée : « Aucune force politique autonome n'assume encore l'intégrité de nos positions ; si les principes de notre pensée politique sont fermes, leur référence à une actualité aussi étrangère que possible à la plupart de nos positions fondamentales ne peut être, de quelque temps, qu'un compromis, et l'épreuve, à travers une tactique de présence, des possibilités, des voies et des impasses d'une action plus indépendante. Mais l'existence même d'*Esprit*, on ne l'a pas toujours compris, est liée à notre volonté d'exercer une présence efficace dans l'actualité historique. »

Le moment vient en effet où, pendant quelques mois, dans la disponibilité où l'évanouissement du Front populaire paraît laisser l'esprit public, Mounier va croire possible de donner forme concrète à un mouvement politique particulier, au service des positions d'*Esprit*. En mars 1938, il précise dans son *Court traité de la mythique de gauche*, les données historiques, sociologiques et psychologiques du problème : admirable et lucide mise au point, qui déblaie le bois mort et fait ressortir tout ce qui garde force et valeur permanentes dans la masse de sentiments, de refus, d'aspirations, dont se nourrit traditionnellement en France la politique de gauche.

En juillet 1938, au congrès de Jouy-en-Josas, il aborde directement le problème dans un rapport sur *Esprit et l'action politique*, que la revue publie en octobre. Il y pose trois questions : « Devons-nous participer à une action politique, et dans quel esprit ? Si oui, devons-nous le faire à l'intérieur des groupes existants ? Ou bien est-il possible et désirable d'envisager une action politique propre à notre mouvement et laquelle ? »

Sur le premier point, réponse affirmative. « En cherchant à jeter l'enjambement d'un arc, d'une position métaphysique forte à une action politique efficace, loin d'affirmer une inten-

FRANÇOIS GOGUEL

tion baroque, comme certains le croiraient volontiers, nous continuons la constante tradition de l'humanisme occidental. » Mais il ne s'agit ni d'appuyer un dogmatisme politique étroit, ni « d'engager dans l'action politique une part trop importante de nos forces » et d'en faire « l'essentiel de notre tâche ». La France souffre d'un manque flagrant d'efforts d'invention et de création politiques. « Il est vrai que nous avons dégagé et imposé une orientation qu'exprimait, de manière plus ou moins criticable, l'idée de « troisième force », et un esprit, fait à la fois d'indépendance (critique des idéologies et des politiques de gauche aussi bien que de droite) et de réalisme (volonté de dégager chaque mois le possible du désirable). Mais ce ne sont encore là que des orientations de méthode... Sommes-nous bien sûrs de ne jamais réagir sur les problèmes politiques en doctrinaires ou en moralistes ?... Il est certain, en tout cas, que nous n'avons pas encore sorti de nous une grande pensée politique, analogue, valeur à part, par le rayonnement et la force de propulsion, à ce que furent celles des Encyclopédistes, de l'*Action Française* ou du socialisme. Est-il trop tôt ? Sans doute. »

Mais il faut chercher les causes de cette carence. Mounier en discerne trois : la tentation de l'antipolitisme, et un certain conformisme de l'anticonformisme ; la tentation de la politique déductive ; celle enfin de penser la politique en moraliste. Il indique le danger pour *Esprit* de n'apporter qu'un complément à des convictions politiques déjà déterminées pour l'essentiel : « Pour le démocrate chrétien qui fréquente nos groupes, un filet de vinaigre dans son eau bénite ; pour le socialiste, un appendice humaniste à un socialisme foncièrement intact ; pour le cégétiste, une arme accessoire contre la colonisation communiste ; pour l'indépendant, un refuge contre les partis et contre la solitude ; pour tous, une occasion de confrontation entre milieux étrangers, et cela seulement... Partout où elle subsiste, c'est la situation qu'il nous faut renverser, si nous voulons ramasser sur notre action la force homogène qui la portera. »

Cette première conclusion porte en elle-même la réponse à la seconde question posée par le rapport : l'action politique dans les groupes déjà existants, ou dans l'un d'eux, doit être écartée : « Aucune de leurs organisations ne peut nous promettre, dans un avenir prévisible au rythme de nos angoisses, le redressement total qu'exige notre situation... Si nous ne voulons ni désertier l'action politique, ni nous satisfaire de quelques collaborations isolées avec les grands partis décadents, il ne nous reste qu'une issue : sans exclure systématiquement ces collaborations, mener

POSITIONS POLITIQUES

notre action politique propre avec des moyens appropriés. »

Ces moyens, Mounier pensait les trouver dans la formation, au sein de chaque groupe *Esprit*, d'une cellule d'action de « voltigeurs » qui s'appliqueraient particulièrement à l'examen des problèmes politiques, des situations locales, et qui préparerait l'engagement précis soit du groupe tout entier, soit, s'il le fallait, de la cellule seulement. Au succès de cette action il voyait quatre conditions : « Qu'elle réponde à une volonté et suscite rapidement des vocations de responsables... ; que les équipes de la revue fassent rapidement un effort intensif pour armer cette action... ; que le départ se fasse avec courage... ; qu'une certaine discipline soit adoptée. »

• Les anciens d'*Esprit* se souviennent que c'est alors, pour organiser la liaison entre ces cellules d'action, et atteindre un public plus large que celui de la revue, que fut lancée, sous la direction de P.-A. Touchard, une petite feuille bimensuelle, le *Voltigeur*.

Cette tentative d'action politique échoua. Essentiellement, me semble-t-il, parce que la conjoncture internationale de l'hiver 38-39 ne laissait guère de chance à une action politique intérieure de style neuf : à quoi bon, si l'avenir était bouché par la guerre ? Mais aussi parce que les vocations de responsables qui auraient dû naître autour de Mounier ne se produisirent pas, et ce que ne pouvait être à lui de se faire l'animateur central d'un mouvement politique. Enfin, parce que le vide laissé derrière lui par le Rassemblement populaire ne créait pas d'appel vers une nouvelle grande initiative politique, la lassitude et le scepticisme des masses les rendant au contraire bien difficiles à soulever dans un nouvel élan.

Jamais, par la suite, Mounier ne devait songer à reprendre cet effort avorté. L'action politique exige qu'on s'y donne tout entier : il avait autre chose à faire. Et nul parmi ses amis les plus proches n'éprouva la vocation d'une telle action, qu'il aurait pu épauler et guider.

Mais avant de rappeler les positions politiques de Mounier de 1944 à 1950, il faut revenir sur son attitude, antérieurement à la guerre, dans le domaine de la politique extérieure.



La première action d'*Esprit* en ce domaine fut de lutter contre les mythes nationalistes, la divinisation des patries et la recherche de la sécurité par une politique d'armements. La

FRANÇOIS GOGUEL

revue condamnait la diplomatie de Versailles, et préconisait plus ou moins explicitement la révision des traités.

C'était le temps où une droite encore nationaliste militait sans réserve pour une politique de force. Les premières lignes consacrées par Mounier à la politique étrangère furent marquées par son apostrophe fameuse d'avril 1935 au général de Castelnau, président de la Fédération Nationale Catholique, qui avait flétri dans l'*Echo de Paris* ceux qui préconisaient le désarmement : « Général, trois fils n'est-ce pas assez ? »

A la même date, *Esprit* critiqua violemment le retour au service de deux ans, et dénonça la politique de paix armée. La revue affirmait qu'en ne désarmant pas après que Foch eut constaté le désarmement allemand, la France avait violé le traité de Versailles, et que les fournisseurs de guerre étaient les véritables inspirateurs de la politique d'armements.

Positions, on le voit, assez sommaires : elles correspondaient plus à la situation internationale des dix premières années de l'après-guerre qu'à la situation née de la prise du pouvoir par Hitler en Allemagne. Très vite, ces attitudes premières allaient se transformer.

Dès mai 1935, une série d'articles sur l'armée — *Servitude et grandeur militaires 1935* — vint dissiper l'impression d'antimilitarisme un peu sommaire qu'avait pu donner précédemment *Esprit*. Mounier la fit précéder d'un éditorial où il résumait ainsi les conclusions des collaborateurs du numéro : « Ils sont unanimes à demander une armée qui soit, à l'extrême bord de l'adolescence, un achèvement de l'éducation, un brassage puissant des classes, une école de discipline et d'héroïsme. Ils ne se reconnaissent aucune communauté avec un certain antimilitarisme pleurnichard. Mais ils se dressent contre une double déviation : 1° L'armée a généralisé, non pas une certaine éducation virilisante, mais la soumission de la nation à l'état de guerre permanent... 2° Par la formation et l'organisation actuelles du corps des officiers, l'armée a entériné la lutte des classes, et poursuit une déshumanisation continue du chef comme du soldat. » Mounier concluait : « L'armée ne saurait être que le reflet d'un régime, sa refonte doit être totale... Nous nous adressons à ceux qui ont conservé intact ce que le vieil idéal militaire comportait de valeurs authentiques. »

En juin 1935, une déclaration signée des principaux collaborateurs de la revue, sous le titre (repris à Péguy) de *Notre Patrie*, vint mettre au point l'attitude d'*Esprit* devant le fait de la nation. « Nous aimons notre pays..., mais nous refusons à M. Malvy et à ses tripots, à son ami J. Chiappe et à ses indica-

POSITIONS POLITIQUES

teurs de basse police..., à la presse bien pensante des fournisseurs de guerre..., au capitalisme... de représenter la France... Nous dénonçons comme le plus grave danger spirituel de ce temps la conception moderne de la Nation, qui tend à la projeter au plan des réalités surnaturelles... Nous condamnons toute violation unilatérale des traités... Mais le respect des traités, qui relève de l'ancien droit du plus fort, ne saurait dans notre perspective être érigé en situation de droit... Nous donnerons tout notre appui à la constitution d'un organisme juridique international ayant autorité sur les souverainetés nationales pour le service de la justice distributive. » La déclaration condamnait, et le pacifisme « dernier refuge des peurs collectives », et la militarisation progressive de toute la vie de la nation. Constatant que la défense nationale était une mesure de prudence nécessaire en l'absence d'une organisation internationale efficace, elle refusait cependant « de laisser se développer, sous prétexte de défense nationale, une campagne de mensonges internationale et d'excitation des esprits ».

Quant au problème des rapports franco-allemands, « en face de l'image grotesque... d'une Allemagne toute de mauvaise foi dans ses desseins vis-à-vis d'une France constamment désintéressée et chevaleresque », les collaborateurs d'*Esprit* estimaient « du plus élémentaire devoir de travailler au rétablissement de la vérité dans l'appréciation de l'histoire, et de la justice dans la distribution des charges ». Les responsabilités dans l'état présent de tension leur semblaient partagées. « On peut considérer, disaient-ils, que, quelles que soient les responsabilités réciproques, notre devoir actuel est de nous protéger contre le danger actuel. Mais nous ne voyons pas quelle grandeur le mensonge diplomatique ajouterait à une attitude décidée de défense nationale. » Le manifeste s'achevait par la dénonciation d'un « nationalisme qui, depuis qu'il récite Maurras, couvre par un constant appel à la raison une apologie constante de l'instinct » et prenait acte de « la collusion de ce nationalisme passionné et de l'âpre défense des classes qui détiennent le pouvoir économique ».

Bien que ce texte ne fût pas signé de Mounier seul, on a le droit, me semble-t-il, d'y voir le témoignage de la profonde transformation qu'une réflexion lucide sur la situation avait apportée à des positions initiales quelque peu théoriques, et sans rapport avec la véritable conjoncture internationale postérieure au 30 janvier 1933.

A mesure de l'évolution des événements, et notamment de la détente de l'ancienne collusion entre nationalisme et capitalisme

FRANÇOIS GOGUEL

bourgeois, la position de Mounier en matière internationale allait devenir de plus en plus réaliste. En décembre 1935, il dénonça vigoureusement le projet d'une alliance franco-allemande destinée à laisser au Reich les mains libres à l'Est, qu'on prêtait alors à Pierre Laval, de même que l'attitude de celui-ci envers l'agression italienne contre l'Éthiopie.

En juillet 1936, la guerre civile éclate en Espagne. Dans le premier numéro d'*Esprit* préparé après son déclenchement, celui d'octobre, Mounier prend nettement parti, non seulement contre Franco, mais pour le gouvernement républicain, aux côtés duquel se sont rangés ses amis José Bergamin et Semprun : « Côté rebelle, la régression assurée, l'écrasement du peuple et de la culture, dans le respect apparent du spirituel. Côté gouvernemental, de gros risques, mais des chances sérieuses de greffer un jour notre inspiration, après les drames désormais inévitables. »

Puis sa position devait un peu se nuancer. Toujours hostile à Franco, toujours hostile à une politique de non-intervention qui laissait en fait les mains libres à l'intervention italo-allemande, il prit conscience des reproches qu'appelait l'évolution interne du camp gouvernemental. Il ouvrit toujours la revue à José Maria de Semprun y Gurrea, qui soutenait sans réserve le gouvernement de Madrid, et apportait à l'appui de sa cause de précieuses informations. Mais il ne la ferma ni à Alfredo Mendizabal, qui se refusait à prendre parti pour Madrid contre Franco comme pour Franco contre Madrid, ni à Victor Serge et Simone Weil, qui dénonçaient le totalitarisme des communistes dans le camp républicain, principalement en Catalogne. Il devait justifier cette attitude, en mai 1938, dans une lettre ouverte à Semprun : tout en s'associant à celui-ci pour condamner la non-intervention des puissances démocratiques et repousser toute idée de médiation, Mounier revendiquait pour *Esprit* le devoir de ne pas se lier par des considérations purement tactiques, primordiales sans doute en Espagne, mais non en France : « Un chemin nous est ouvert qui vous est fermé. Des hommes, des formations indésirables doivent en être écartées, qui vous sont unis par la fraternité du combat. Des luttes doivent être menées, qui chez vous seraient peut-être trahison à l'ennemi. »

Mais l'incendie espagnol gagnait l'Europe centrale. Au moment de Munich, Mounier prit catégoriquement parti contre la politique de capitulation devant le III^e Reich. C'est sous le titre : *Lendemain d'une trahison*, qu'il dénonça la politique de Georges Bonnet, de Chamberlain et de Daladier. Après avoir stigmatisé « les quarante nains qui en cent ans ont défait la

POSITIONS POLITIQUES

troisième République », il constata que le pays, dans sa substance, n'était pas resté intact, et prit acte de la « soumission lucide » et de l' « admiration » qu'une fraction de la bourgeoisie française témoignait à Hitler et à Mussolini. Soulignant la différence fondamentale entre une capitulation sous la menace, au mépris des traités, et certains projets de solution diplomatique du problème des Sudètes qui avaient été exposés au printemps dans *Esprit*, il dénonçait enfin en Hitler, non pas un redresseur des torts faits à l'Allemagne, mais un impérialiste aux appétits sans limites.

La conclusion de ce réquisitoire est à vrai dire surprenante : on y doit voir sans doute une dernière séquelle des illusions pacifistes d'une époque antérieure, en même temps qu'un effet du refus de Mounier à la résignation devant les solutions de catastrophe. Car c'est par un appel au désarmement que s'achève cet article. Mais les dernières lignes n'en dénaturent pas le sens profond, celui d'un appel lucide et passionné à la Résistance.



On sait quelle fut, dans la ligne de cet appel, l'attitude de Mounier de 1940 à 1944 ; on sait aussi de quel prix il la paya : car il n'est guère douteux que sa mort à 45 ans s'explique pour une grande part par les souffrances qu'il endura dans les prisons de Vichy.

Résistant de la première heure à la politique de collaboration avec l'hitlérisme, Mounier semble cependant avoir nourri pendant quelques semaines de 1940 certaines illusions sur une action possible à l'intérieur du régime de Vichy. Brèves semaines : bien vite *Esprit*, qui reparaisait à Lyon depuis l'automne, voila si peu ses attaques contre les hommes, les principes et les méthodes de l' « État français », que ses tendances générales le firent interdire en 1941. On doit cependant reconnaître que Mounier avait d'abord semblé s'accommoder sans trop de peine de la destruction des institutions de la III^e République ou du moins refuser son adhésion à certaine forme de Résistance trop exclusivement désireuse de restaurer telles quelles ces institutions. A trop avoir critiqué les insuffisances de la démocratie formelle, peut-être en était-il venu à sous-estimer la valeur relative qu'elle conservait pourtant ? Il se ressaisit d'ailleurs presque aussitôt.

Lorsque, en décembre 1944, *Esprit* reprit sa publication, son audience se trouva d'emblée beaucoup plus large qu'avant la guerre : c'est que tous ceux qui, dans la Résistance, avaient

FRANÇOIS GOGUEL

essayé de penser les problèmes de l'après-guerre, avaient subi profondément — quoique en la déformant parfois — l'influence de la pensée de Mounier.

Cependant celui-ci ne fut jamais tenté, comme il l'avait été en juillet 1938, de lancer un mouvement particulier d'action politique. Il avait trouvé profondément baroque l'offre qui lui avait été faite en 1943 d'aller siéger à l'Assemblée consultative d'Alger. Il ne cessa, de 1945 à 1950, de répéter qu'*Esprit* était une revue, et devait assumer sa présence à l'histoire en tant que revue, et non autrement. La leçon de l'expérience de 1938-39 explique peut-être en partie cette attitude : mais celle-ci tient surtout à ce que Mounier se rendait parfaitement compte que, malgré certaines apparences, la situation était radicalement impropre au lancement d'un mouvement politique inspiré par *Esprit*.

La création du M.R.P. avait sans doute initialement correspondu, dans l'esprit de certains de ses fondateurs, à la volonté d'incarner politiquement de manière efficace beaucoup des idées de Mounier. Mais leur parti tomba bien vite, en fait, sous le coup des objections que celui-ci avait toujours opposées à la notion d'un parti chrétien de masse. Trop vite grossi par une multitude d'adhésions de pure opportunité, le M.R.P. se voyait en effet condamné à une politique moyenne, donc médiocre, « étrangère — comme l'avait prévu Mounier en juin 1934 — à la matière du monde comme aux vigueurs de l'esprit », et cela parce que les jugements sur l'histoire et sur l'action de ses nouveaux membres coïncidaient mal avec ceux de ses fondateurs, quelle que fût la communauté de leur inspiration spirituelle. Contraint, par l'importance de ses effectifs et par sa position au centre de l'échiquier parlementaire, à assumer tout de suite d'importantes responsabilités de gestion, le M.R.P. ne put pas mûrir assez lentement, à l'écart du pouvoir, pour en venir à réaliser le mouvement auquel songeait Mounier lorsqu'il évoquait avant la guerre l'éventualité d'un parti groupant une minorité de chrétiens pour une action politique dure et précise, et capable de devenir l'organe des aspirations des « millions d'hommes où vivent encore le plus généreusement, conscientes ou non, les valeurs que nous défendons ».

Il n'en restait pas moins qu'objectivement, l'existence du M.R.P. rendaient indisponibles beaucoup de ceux qui auraient pu constituer l'armature d'un mouvement politique plus authentiquement nourri de la pensée de Mounier.

On aurait pu s'attendre à ce que du moins celui-ci vît d'un œil favorable les essais de constitution d'une coalition

POSITIONS POLITIQUES

« travailliste », unissant aux démocrates chrétiens vraiment décidés à réaliser le socialisme, les troupes du socialisme politique et syndical traditionnel. Mais Mounier se méfiait de la persistante sclérose de la S.F.I.O., de son verbalisme, de son dogmatisme incoercible en même temps que de son opportunisme pratique à peu près sans limites. Il comprit surtout le danger d'un travaillisme qui ne grouperait derrière lui qu'une minorité de travailleurs. Or, sinon la majorité de ceux-ci, en tout cas leurs éléments les plus vivants, les plus dynamiques, les plus précieux, se trouvaient depuis la Libération derrière le Parti communiste.

Voilà le drame de la position politique de Mounier depuis 1945. Il était bien résolu à ne jamais entreprendre une action politique qui risquât de le couper des masses populaires, de ces masses populaires dont il avait écrit en juin 1935 : « Nous pouvons penser qu'aujourd'hui le monde ouvrier est la dernière ressource de la justice temporelle et que par là il porte une mission plus universelle que ses limitations sociales » ; dont il devait dire encore en 1946, aux dernières lignes de *Qu'est-ce que le personnalisme ?* « Et si nos idéaux venaient par malheur à divorcer de nos frères de lutte, c'est avec ces frères de lutte que nous marcherions à leur réconciliation, car les idées ne sont rien sans les hommes qui seuls peuvent les nourrir. » Mais, entre ces hommes du peuple ouvrier et paysan et lui, il se heurtait à l'écran du Parti communiste et de la confiance passionnée que beaucoup d'entre eux lui faisaient.

D'où son effort persévérant pour maintenir le dialogue ; d'où sa condamnation cent fois répétée de l'anticommunisme de protection sociale, celui dont il disait dès octobre 1932 : « Otez la peur, la vulgarité, les intérêts d'argent, la haine de classe, les mille petites nonchalances, forfaitures et tranquillités de l'individu qui se hérissent, et vous pèserez ce qui reste d'indignation pure » ; d'où sa recherche d'un dépassement du marxisme, ou plutôt d'une revitalisation du marxisme, par laquelle, rejetant sa gaine scolastique, celui-ci deviendrait capable de collaborer avec le réalisme personnaliste.

Aucun de ces efforts, il le sentait bien, ne parvenait à mordre sur le dur appareil de la politique communiste. Il avait le jugement trop sûr pour ne pas voir que les avances qui lui furent faites par le Parti avaient pour seul but d'utiliser l'autorité de son nom et l'influence d'*Esprit* au bénéfice de cette politique, dont il condamnait beaucoup de buts, et à peu près tous les moyens. Jamais il ne s'y laissa prendre.

Il avait également trop d'attachement pour la vérité, un sens trop vivant de ses responsabilités d'intellectuel et de directeur

FRANÇOIS GOGUEL

de revue pour ne pas prendre position en toute clarté contre les mensonges de la politique communiste : d'où les articles sur la situation religieuse en Tchécoslovaquie, sur le procès Rajk, sur Tito, qui déchaînèrent contre lui de violentes attaques de la presse communiste.

S'il ne s'était agi que du Parti, peu lui aurait sans doute importé. Car, contrairement à ce qu'ont pu croire des observateurs plus passionnés que clairvoyants¹, jamais il ne s'était soucié de ménager le Parti, jamais il ne lui avait fait le moindre crédit, ni consenti, en tant que tel, la moindre concession. Mais il se souciait au plus haut point des millions d'hommes entraînés par le Parti.

D'où le dernier avertissement qu'il donna à ses amis dans le *Journal intérieur* des groupes *Esprit*, le mois même de sa mort : « Tout doit être mis en œuvre : 1° pour tenir au moins le contact avec ce qui est vivant chez les communistes ; 2° pour freiner la coupure mortelle entre le communisme et le reste du pays. *Tout*, fors l'honneur : je veux dire fors notre foi en ce que nous ne pouvons à aucun prix renoncer. » Et plus loin : « La bonne conscience en face du communisme, le soulagement en face de certaines âneries imprimées (c'est démontré ! ce sont tous des salauds !) est un indice à surveiller. Plus les communistes accumulent les signes inquiétants, plus nous devrions être en alerte sur ce monde où nous vivons : sa corruption est donc tellement profonde qu'elle atteint jusqu'à ceux qui se dressent contre elle. Aussi la lutte contre la bonne conscience occidentale reste-t-elle au premier plan de notre tâche. »

L'impossibilité d'agir avec le parti communiste — « tout fors l'honneur » — l'impossibilité d'agir sans le peuple vivant qui garde sa confiance au Parti communiste : telle paraît donc l'explication fondamentale de la forme de l'action politique de Mounier depuis 1945 : action intellectuelle, maintien de contacts avec tout ce qui reste vivant dans chacun des partis qui provoquent tous sa défiance, préparation obstinée d'un avenir pour lequel il cherchait inlassablement un débouché par-dessus toutes les impasses.

Homme politique, Mounier ne pouvait l'être : les conditions nécessaires de toute action politique, les combinaisons, les

1. Je songe à l'article de Jacques Ellul dans *Réforme*, publié la semaine même de la mort de Mounier (par une coïncidence tragique dont son auteur n'était certes pas responsable : mais il l'était de ses fausses interprétations).

POSITIONS POLITIQUES

réticences. Le permanent souci tactique, rien de tout cela n'était à sa mesure. Mais politique, oui, tout compte fait, il l'a été. Car, au-delà de l'action quotidienne, il est une politique aux larges perspectives, qui exige l'alliance d'une conception de l'homme, d'une philosophie de l'histoire et d'une mesure du possible. Tout cela, Mounier le possédait. Les circonstances n'ont pas permis que, de son vivant, l'apport qu'il a fait à la politique fût mis en œuvre sur une grande échelle. Dès maintenant, on discerne cependant les points par lesquels il a déjà « mordu sur l'histoire » : nul, en particulier, n'a contribué autant que lui à cette dissociation du spirituel et du politique qui était au centre de ses préoccupations, et qui, sans être certes achevée, s'est tout de même amorcée depuis dix-huit ans. L'influence politique de sa pensée a toutes chances de se développer encore, fût-ce « après une révolution étrangère, ou contre elle, ou peut-être avec elle », comme il l'écrivait en 1934.

Au surplus, il est vrai, même devant la politique, qu'une « vie n'est pas brisée, qui a porté un grand témoignage ».

François GOGUEL.